

Intervention liminaire

Plénière du 6 novembre 2025
Marie-Claude BRIET-CLÉMONT

Seul le prononcé fait foi.

Monsieur le Vice-président,
Chers-es collègues,

Lors de notre dernière séance plénière, nous avons renouvelé notre engagement aux côtés du Conseil régional pour la libération de Cécile Kohler et de Jacques Paris. La nouvelle de leur libération mardi soir, a été pour beaucoup d'entre nous un profond soulagement. Je souhaite partager avec vous cette joie de constater le retrait de la banderole liberté pour Cécile, au fronton de nos bâtiments régionaux. Je souhaite que les membres du comité de soutien présents au sein de l'Assemblée transmettent notre joie à sa famille et à ses proches.

Hasard du calendrier, notre session se déroule le jour du congrès des Régions de France, qui se tient cette année à Versailles, dont la thématique trouve un écho avec plusieurs de nos travaux : « les Régions, des territoires solides pour une France forte. »

Au moment où l'Assemblée nationale se révèle dans l'incapacité de construire les compromis qui permettent l'adoption d'un budget pour la nation, la place et le rôle des collectivités régionales dans la gouvernance des territoires sont posés d'une manière cruciale. Le gouvernement prévoit une nouvelle contribution des collectivités au redressement des comptes publics, fondé sur le principe d'une « solidarité financière » entre l'État et les collectivités. Contribution évaluée à 4,6 ou 4,7 milliards d'euros, estimation contestée par les élus puisque, selon les calculs du comité des finances locales, la ponction réelle atteindrait plus de 8 milliards d'euros, en intégrant notamment les coupes dans le Fonds vert, les crédits de l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat et les agences de l'eau.

L'association des Régions de France affirme que l'heure des Régions est arrivée, réclame plus de compétences, plus de moyens pour relever les défis auxquels ces régions sont confrontées dans leurs principaux champs d'action. Les présidents des régions plaident pour une véritable « maturité régionale », condition d'une action publique plus efficace et d'une transition territoriale réussie.

Ce qui est en jeu, ce que nos travaux du jour vont illustrer, c'est bien cette nécessité que les régions disposent des moyens nécessaires pour assurer au mieux leur rôle de chef de file, que ce soit sur les actions de développement économique, de mobilités, de formation, que ce soit dans l'appui au développement des territoires, dans l'engagement pour la transition écologique et solidaire, dans la cohésion sociale, entre autres.

L'analyse rétrospective et prospective des finances de la Région réalisée chaque année témoigne d'une dégradation progressive, mais inéluctable des marges de manœuvre du Conseil régional, sans modification de ses capacités financières.

Dans ce contexte incertain, le Débat d'Orientations Budgétaires constitue chaque année un moment politique essentiel pour la Région. Il ne se résume pas à un exercice financier préalable au vote du budget : il traduit les choix stratégiques et les priorités de l'exécutif régional face aux grands défis économiques, sociaux, environnementaux et territoriaux. Les contraintes budgétaires fortes et la raréfaction des ressources publiques, nécessitent plus que jamais des arbitrages politiques, qui traduisent les choix de la majorité régionale quant aux leviers qu'elle entend mobiliser pour répondre aux grands enjeux régionaux. Ils concernent d'abord la transition écologique et énergétique, qui impose de repenser les modes de production, de consommation et de mobilité. La Région, par ses compétences et ses investissements, doit rester un acteur clé de cette transformation, qu'il s'agisse de soutenir les filières industrielles vertes, d'accompagner la rénovation énergétique des bâtiments, de développer des mobilités durables ou de promouvoir une gestion sobre et solidaire des ressources.

Le développement économique, la formation professionnelle et l'apprentissage constituent à ce titre des priorités structurantes du projet régional. Enfin, ces choix concourent à la cohésion territoriale et sociale, enjeu majeur pour un espace régional vaste et contrasté. Garantir l'égalité d'accès aux services publics, soutenir les territoires ruraux, renforcer la solidarité entre bassins de vie et promouvoir

un développement équilibré sont des conditions essentielles d'un aménagement harmonieux et durable du territoire.

C'est dans cette articulation entre stratégie budgétaire et enjeux territoriaux que le CESER a construit ses travaux du jour.

Par ses avis budgétaires, son analyse financière rétrospective et prospective, notre CESER a l'ambition de contribuer à enrichir la réflexion régionale, à identifier les leviers d'action, pour réussir des transitions justes, en dépit des contraintes financières. Nos travaux souhaitent replacer le débat budgétaire dans sa véritable dimension politique et démocratique : celle d'un choix collectif sur l'avenir du territoire, sur les priorités à défendre et sur la manière de construire, ensemble, les réponses aux grands défis régionaux.

Le rapport et avis sur la renaissance industrielle, mis en débat cet après-midi, s'inscrit dans la même logique, celle de dépasser les inquiétudes pour ouvrir de nouveaux chemins, en construisant de nouvelles approches, renforçant l'attractivité de nos territoires, dans un mouvement social et démocratique renouvelé...

Contribuer par nos travaux à revivifier la démocratie régionale, c'est une de nos boussoles. En avril dernier, l'Assemblée nationale a adopté, à une courte majorité, le rejet d'un amendement visant à la suppression des CESER. Cette menace a engagé l'association des présidents des CESER, réunis au sein de CESER de France, à accélérer la réflexion engagée depuis quelques années, sur l'intérêt d'évolution des CESER.

En juin dernier, notre CESER s'est engagé, à partir d'un travail en collège, en bureau, avec un retour en plénière, et une concertation avec les organisations qui composent notre assemblée lors de la rencontre avec les chefs de file des organisations le 30 juin dernier.

La synthèse de nos travaux a été adressée à CESER de France, et a été utilisée dans la chaîne de travaux de juillet à ce jour, qui a abouti à la production d'un manifeste, adopté hier, 5 novembre,

en Assemblée générale de CESER de France, remis ce jour aux présidents des conseils régionaux réunis au congrès des Régions de France.

Nous y réaffirmons notre ambition, celle de renforcer la démocratie régionale par le lien entre région et société civile organisée, au service de l'intérêt général, en prenant notre place au sein du dialogue territorial, en contribuant aux grandes orientations stratégiques.

Nous avançons des propositions d'évolutions, pour renforcer nos missions d'évaluation et de prospective, favoriser la pratique de contributions préalables, mieux partager nos travaux avec la première assemblée...

Le document finalisé doit nous être adressé dans les prochains jours, et vous en serez destinataires.

Sans plus attendre, je vais laisser la parole à Jean-Paul NOLLET et Chantal BERTHELEMY, pour le premier point de notre ordre du jour, avec la présentation des 20 indicateurs pour décrypter le Grand Est.

Marie-Claude BRIET-CLÉMONT | 6 novembre 2025